



Comité des licences d'importation

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DU 5 MAI 2017

PRÉSIDENT: M. TAPIO PYYSALO (FINLANDE)

Le Comité des licences d'importation a tenu sa quarante-sixième réunion le 5 mai 2017 sous la présidence de M. Tapio Pyysalo (Finlande). L'ordre du jour proposé pour la réunion a été distribué sous la cote WTO/AIR/LIC/5.

1 RESPECT PAR LES MEMBRES DES OBLIGATIONS DE NOTIFICATION – FAITS NOUVEAUX INTERVENUS DEPUIS LA DERNIÈRE RÉUNION.....	2
2 QUESTIONS ET RÉPONSES ÉCRITES DES MEMBRES CONCERNANT DES PROBLÈMES COMMERCIAUX SPÉCIFIQUES.....	2
2.1 Document G/LIC/Q/BOL/3 (questions écrites de l'UE à la Bolivie)	2
2.2 Document G/LIC/Q/BRA/20 (questions écrites de l'UE au Brésil)	3
2.3 Document G/LIC/Q/IDN/37 (questions écrites de l'UE à l'Indonésie)	5
2.4 Document G/LIC/Q/MYS/13 (questions écrites de l'UE à la Malaisie)	5
2.5 Document G/LIC/Q/MAR/1 (questions écrites de l'UE au Maroc)	6
2.6 Document G/LIC/Q/THA/3 (questions écrites de l'UE à la Thaïlande)	6
2.7 Document G/LIC/Q/EU/1 (questions écrites de la Russie à l'UE)	7
2.8 Document G/LIC/Q/IDN/36 (questions écrites des États-Unis à l'Indonésie).....	8
3 NOTIFICATIONS.....	8
3.1 Notifications au titre des articles 1:4 a)/8:2 b) de l'Accord.....	8
3.2 Notifications au titre de l'article 5 de l'Accord	8
3.3 Notifications au titre de l'article 7:3 de l'Accord	8
4 INDONÉSIE – RÉGIME DE LICENCES D'IMPORTATION VISANT LES PNEUMATIQUES – DÉCLARATION DE LA THAÏLANDE	9
5 INDE – PRESCRIPTIONS EN MATIÈRE DE LICENCES D'IMPORTATION POUR L'ACIDE BORIQUE – DÉCLARATION DES ÉTATS-UNIS	11
6 MEXIQUE – PROGRAMME DE LICENCES D'IMPORTATION D'ACIER – DÉCLARATION DES ÉTATS-UNIS	13
7 INDONÉSIE – RÉGIME DE LICENCES D'IMPORTATION VISANT LES TÉLÉPHONES PORTABLES, ORDINATEURS DE POCHE ET TABLETTES – DÉCLARATION DES ÉTATS-UNIS	14
8 VIET NAM – SPIRITUEUX DISTILLÉS ET QUESTION DE L'EXHAUSTIVITÉ (G/LIC/Q/VNM/5 ET G/LIC/Q/VNM/6) – DÉCLARATION DES ÉTATS-UNIS	15
9 UNION EUROPÉENNE – PROGRAMME DE LICENCES D'IMPORTATION D'ACIER – DÉCLARATION DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE.....	16
10 AMÉLIORER LA TRANSPARENCE DES PROCÉDURES DE NOTIFICATION DE L'ACCORD – RAPPORT DU PRÉSIDENT SUR LES CONSULTATIONS INFORMELLES TENUES LES 16 DÉCEMBRE 2016 ET 16 FÉVRIER 2017.....	17

11 ÉLECTION DU BUREAU	23
12 DATE DE LA PROCHAINE RÉUNION.....	24

1 RESPECT PAR LES MEMBRES DES OBLIGATIONS DE NOTIFICATION – FAITS NOUVEAUX INTERVENUS DEPUIS LA DERNIÈRE RÉUNION

1.1. Le Président a informé le Comité que 39 notifications au total avaient été reçues depuis la réunion précédente et étaient inscrites pour examen. Il a félicité le Brunéi Darussalam, le Kazakhstan et l'Afrique du Sud pour avoir présenté leurs premières notifications au titre des articles 1:4 a) et 8:2 b); ainsi que les Philippines et le Togo pour avoir présenté leurs premières notifications de la série N/2 au titre de l'article 5. De plus, il a informé que le Gabon avait adressé sa première réponse au questionnaire annuel.

1.2. Par ailleurs, le Président a fait observer qu'au 5 mai 2017, **16** Membres n'avaient encore présenté aucune notification au titre des dispositions de l'Accord depuis leur accession à l'OMC. **Vingt-six** Membres n'avaient pas encore présenté de notifications de la série N/1 concernant leurs lois et réglementations ni indiqué leurs sources d'information et **24** Membres n'avaient pas encore adressé leurs réponses au questionnaire visé à l'article 7:3. Aux fins de la transparence, il invitait instamment ces Membres à présenter leurs notifications dès que possible.

1.3. Dans ce contexte, le Président a appelé l'attention des Membres sur les points suivants: 1) les Membres qui n'appliquaient pas de procédures de licences d'importation ou n'avaient pas de lois ni de réglementations en rapport avec l'Accord étaient néanmoins tenus d'en donner notification au Comité; 2) l'article 5:1 imposait aux Membres qui établissaient des procédures de licences ou qui apportaient des modifications à ces procédures d'en donner notification au Comité dans les 60 jours suivant leur publication; 3) l'article 7:3 de l'Accord faisait obligation à tous les Membres de remplir annuellement le questionnaire sur les procédures de licences d'importation et de l'adresser au Comité pour le 30 septembre de chaque année. Il a vivement encouragé les Membres à respecter ces délais dans l'exécution de leurs obligations de notification.

1.4. Le Président a informé le Comité que le taux général de respect des obligations de notification n'était toujours pas encourageant. Ces dernières années, des efforts avaient été déployés pour améliorer le respect des obligations de notifications au titre de cet accord. Certains problèmes liés au processus de notification avaient été signalés et les Membres étaient plus nombreux à participer activement au travail du Comité visant à améliorer la transparence et à simplifier les procédures de notification au titre de l'Accord. À cet égard, deux consultations informelles avaient été organisées depuis la dernière réunion du Comité et le Président ferait rapport à leur sujet au titre du point 10 de l'ordre du jour.

1.5. Le Comité a pris note de la déclaration du Président.

2 QUESTIONS ET RÉPONSES ÉCRITES DES MEMBRES CONCERNANT DES PROBLÈMES COMMERCIAUX SPÉCIFIQUES

2.1. Le Président a informé le Comité que les questions écrites adressées par l'Union européenne à la Bolivie, au Brésil, à l'Indonésie, à la Malaisie, au Maroc et à la Thaïlande avaient été inscrites à l'ordre du jour à la demande de l'Union européenne dans une communication datée du 18 avril 2017.

2.1 Document G/LIC/Q/BOL/3 (questions écrites de l'UE à la Bolivie)

2.2. La représentante de l'Union européenne a de nouveau demandé à la Bolivie d'apporter des réponses aux questions de l'UE communiquées dans le document G/LIC/Q/BOL/3 du 22 novembre 2016. L'UE demandait davantage d'explications sur les notifications présentées par la Bolivie l'année précédente. La représentante a invité la Bolivie à présenter sa notification annuelle pour que les Membres puissent comprendre les difficultés rencontrées par le gouvernement bolivien et qui l'avaient empêché de respecter ses obligations en matière de notification.

2.3. Le représentant de l'État plurinational de Bolivie a remercié l'UE pour l'intérêt qu'elle portait à sa notification. Il a souligné que la Bolivie avait notifié au Comité son Décret n° 2865 du

3 juillet 2017 sur les machines pour le nettoyage à sec dans le document G/LIC/N/1/BOL/4. Dans le document G/LIC/Q/BOL/3, la Bolivie avait notifié au Comité son régime d'importation pour certains produits, comme les produits textiles, et elle avait notifié son Décret suprême n °2800, du 18 novembre 2015, sur les importations de machines de jeu, dans le document G/LIC/N/2/BOL/1.

2.4. Le représentant a expliqué que les procédures de demande de licences d'importation en Bolivie étaient établies conformément à l'Accord de l'OMC sur les procédures de licences d'importation. Le site Web indiqué dans les notifications de la Bolivie susmentionnées fournissait des réglementations spécifiques et claires, des renseignements sur les prescriptions procédurales et les modèles de formulaires à remplir pour accomplir les formalités douanières. L'objectif principal de ces mesures était une lutte plus efficace contre la contrebande, la protection de la santé et de la moralité publiques et la réduction du commerce illicite.

2.5. Le représentant a noté que la Bolivie était un pays en développement sans littoral qui partageait ses frontières avec cinq autres pays, et qu'un des principaux problèmes auxquels il faisait face était la contrebande. Les mesures étaient utiles pour vérifier que les agents économiques respectaient pleinement les prescriptions juridiques pertinentes pour l'importation de marchandises. Le représentant a souligné que le problème de la contrebande était un problème mondial, même si la Bolivie bénéficiait rarement des niveaux de coopération appropriés de la part des pays voisins et que cela entraînait d'importantes difficultés dans le cadre de leurs procédures douanières. Il a rappelé que tous les renseignements pertinents pouvaient être consultés sur le site Web indiqué dans la notification ou par le biais des adresses de contact électroniques mises en place à cet effet. Sa délégation était prête à fournir des détails supplémentaires à l'UE au niveau bilatéral et avait dûment pris note de ses commentaires.

2.6. Le Comité a pris note des déclarations.

2.2 Document G/LIC/Q/BRA/20 (questions écrites de l'UE au Brésil)

2.7. La représentante de l'Union européenne a rappelé que l'UE souhaitait recevoir des réponses détaillées aux questions qu'elle avait communiquées dans le document G/LIC/Q/BRA/20, daté du 22 novembre 2016. Elle a insisté sur certains points soulevés auxquels sa délégation attendait de recevoir des réponses du Brésil, à savoir: 1) la demande visant à ce que le Brésil fournisse une description exhaustive des procédures mises en place pour chaque produit soumis aux prescriptions de licences d'importation; 2) la demande visant à ce que le Brésil fournisse une liste tarifaire pour les systèmes non automatiques et une liste des produits bénéficiant des licences automatiques; et 3) que le Brésil explique pourquoi il impose une limite de temps pour les mesures non automatiques comme pour les mesures automatiques.

2.8. La représentante a remercié le Brésil pour avoir répondu à l'UE le 18 novembre 2016 dans une note informelle. Toutefois, l'UE attendait toujours des réponses écrites à ses questions.

2.9. Par ailleurs, la représentante a souligné que sa délégation attendait du Brésil des explications supplémentaires au sujet des procédures d'importation pour la nitrocellulose de la position 3912.20 de la NCM. Tous ces produits étaient classés comme étant assujettis aux licences non automatiques sur le site Web du Ministère de l'industrie et du Ministère du traitement des importations. L'UE a demandé une application réciproque du régime de licences d'importation pour les produits contenant de la nitrocellulose à des fins industrielles avec une teneur en azote inférieure à 12,5%, pour lesquels l'UE n'imposait aucune restriction lorsqu'ils étaient exportés du Brésil vers l'UE.

2.10. En réponse, le représentant du Brésil a déclaré que son pays était fortement attaché à la transparence. Le Brésil observait avec intérêt les longs débats concernant la façon dont chaque Membre de l'OMC interprétait ses obligations au titre de l'Accord sur les procédures de licences d'importation. Le Brésil a pris note des remarques du Secrétariat et suivait également les discussions sur les éventuelles modifications pouvant être apportées au format des notifications. Le représentant a indiqué que le Brésil avait fourni des liens vers des pages Web sur lesquelles le gouvernement brésilien avait communiqué des renseignements détaillés sur chaque produit nécessitant une licence, qu'elle soit automatique ou non. Un simulateur en ligne présentait également toutes les étapes administratives nécessaires pour chaque produit.

2.11. Le représentant a ajouté que, indépendamment de la discussion tenue au sein du Comité, le Brésil avait commencé à revoir le nombre de produits soumis à licence. Le processus était compliqué et impliquait le Congrès brésilien ainsi qu'un nombre important d'organismes indépendants sur le plan administratif; et il nécessitait des modifications de lois et de procédures, ainsi que des ajustements procéduraux comme ceux actuellement en cours concernant le guichet unique brésilien. Le représentant a souligné que, si le Brésil ne pouvait pas prévoir de date butoir pour cette révision, sa délégation pensait que les Membres constateraient d'autres améliorations dans les mois à venir.

2.12. Concernant les réponses plus détaillées du Brésil aux questions de l'UE, l'intervention écrite de la délégation brésilienne est copiée ci-dessous:

2.13. "Questions 1a et 1b: la notification brésilienne présente un aperçu général des licences d'importation au Brésil et elle indique, chaque fois que cela est nécessaire, la législation propre à chaque organisme concerné. Le site Web indiqué dans la notification présente les listes des produits soumis à des procédures administratives. Nous tenons compte des observations du Secrétariat et des questions des Membres pour analyser différents modèles de présentation des données afin de rendre le régime encore plus transparent.

2.14. Question 2a: les procédures générales figurent dans la "Portaria du SECEX n° 23/2011", qui peut être téléchargée à l'adresse "<http://portal.siscomex.gov.br/legislacao/biblioteca-de-arquivos/secex/portaria-no-23-de-14-de-julho-de-2011>". Pour obtenir les procédures applicables spécifiquement à un produit, il convient également de consulter la législation propre à l'organisme concerné. Tous les arrêtés relatifs au commerce extérieur peuvent être téléchargés à l'adresse <http://portal.siscomex.gov.br/legislacao>.

2.15. Question 2b: les listes complètes des lignes tarifaires soumises à des licences automatiques ou non automatiques peuvent être téléchargées à l'adresse "<http://www.mdic.gov.br/index.php/comercio-exterior/importacao/tratamento-administrativo-de-importacao>".

2.16. Question 2c: cette information est correcte. Plus de 5 000 produits sont soumis à des licences d'importation, comme il est indiqué dans l'examen des politiques commerciales du Brésil.

2.17. Question 2d: compte tenu de l'évolution notable du commerce extérieur brésilien ces dernières décennies, les entités gouvernementales avaient besoin de différentes mesures de contrôle pour pouvoir faire respecter d'importantes politiques publiques dans des domaines tels que la santé des personnes, la sécurité sanitaire des produits alimentaires, l'environnement, la sécurité publique et les droits des consommateurs. Cette large utilisation des licences d'importation est en partie due à l'absence de systèmes et d'outils adéquats permettant à chaque organisme concerné d'être correctement informé des données nécessaires concernant chaque processus d'importation. Pour remédier à cette situation, le gouvernement brésilien révisé les procédures et met en place un système visant à répondre aux besoins de tous les organismes dont l'activité est liée au commerce extérieur. Le guichet unique brésilien est mis en œuvre progressivement et intégrera de nouveaux outils et tous les systèmes des organismes concernés.

2.18. Question 2e: oui, en règle générale, le régime d'importation brésilien ne nécessite pas l'obtention de licences, comme indiqué dans la "Portaria SECEX n° 23/2011". Néanmoins, les entités gouvernementales exigent des renseignements spécifiques pour certains produits, qui ont donc été regroupés dans les listes mentionnées à l'adresse "<http://www.mdic.gov.br/index.php/comercio-exterior/importacao/tratamento-administrativo-de-importacao>".

2.19. Question 2f: les nouvelles procédures d'importation dans le cadre du guichet unique brésilien seront pleinement opérationnelles d'ici à la fin de 2018.

2.20. Question 2g: les renseignements corrects ont été fournis pendant la réunion (licences d'importation non automatiques). Le tableau valable qui présente les procédures brésiliennes concernant la nitrocellulose peut être téléchargé à l'adresse suivante "<http://www.mdic.gov.br/index.php/comerci-exterior/importacao/tratamento-administrativo-de-importacao>".

2.21. Question 2h: le gouvernement brésilien est en train de modifier la notification. Nous procédons à des examens, qui se trouvent à un stade avancé, afin de mettre à jour ce document et la notification concernant les restrictions quantitatives (G/MA/QR/N/BRA/1).

2.3 Document G/LIC/Q/IDN/37 (questions écrites de l'UE à l'Indonésie)

2.22. La représentante de l'Union européenne s'est dite préoccupée par les procédures d'importation pour les pneumatiques introduites dans le Règlement n° 77/M-DAG/PER/11/2016. Elle a souligné que l'UE avait présenté des questions écrites, demandant que:

- l'Indonésie précise pourquoi ce règlement n'avait pas été notifié à l'OMC conformément à l'article 1:4 et à l'article 5 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation, et si elle avait l'intention de présenter la notification requise prochainement;
- l'Indonésie explique la raison d'être de l'article 2 du Règlement n° 77/2016, qui dispose que "l'importation de pneumatiques est restreinte". L'UE voudrait en particulier demander à l'Indonésie d'expliquer le sens du terme "restreinte" et la forme que pouvaient prendre les "restrictions" en vertu de l'article 2. L'UE souhaiterait que l'Indonésie décrive la façon dont les importations de pneumatiques étaient restreintes et sur la base de quelles mesures spécifiques;
- l'Indonésie présente, par écrit, toutes les étapes que doivent suivre les importateurs pour importer des pneumatiques sur son territoire, en précisant en particulier les procédures de présentation des demandes, les critères d'admissibilité appliqués aux importateurs souhaitant demander une licence et le délai nécessaire pour examiner les demandes.

2.23. L'UE attendait avec intérêt de recevoir les réponses écrites de l'Indonésie.

2.24. En réponse, la représentante de l'Indonésie a indiqué que sa délégation avait présenté ses réponses écrites au Secrétariat le jour de la réunion; la représentante les ayant reçues de la capitale la veille seulement, elle s'excusait pour leur présentation tardive. Sa délégation restait disposée à communiquer sur cette question par la suite.

2.4 Document G/LIC/Q/MYS/13 (questions écrites de l'UE à la Malaisie)

2.25. La représentante de l'Union européenne a noté qu'après la précédente réunion du Comité, l'UE avait présenté des questions à la Malaisie, distribuées sous la cote G/LIC/Q/MYS/13, le 22 novembre 2016. L'UE remerciait la Malaisie pour ses réponses, qu'elle avait reçues deux jours plus tôt. La représentante a indiqué que les réponses étaient en cours d'examen et elle a demandé à la Malaisie de préciser: 1) si l'abolition était permanente; et 2) si les autorités malaisiennes envisageaient d'abolir les prescriptions en matière de licences d'importation pour d'autres produits.

2.26. En réponse, le représentant de la Malaisie a souligné que le pays avait répondu à la question de l'UE dans le document G/LIC/Q/MYS/13, ainsi que dans le document G/LIC/Q/MYS/14, daté du 1^{er} mai 2017. Il a noté que les questions concernaient la notification de la Malaisie au titre de l'article 5:1 sur l'abolition des prescriptions en matière de licences d'importation pour certains produits, y compris les autocaravanes, les pneumatiques usagés et les casques de sécurité. En ce qui concerne les questions de l'UE pour savoir s'il s'agissait ou non d'une abolition permanente et si la Malaisie envisageait également d'abolir les prescriptions en matière de licences d'importation pour d'autres produits, il a indiqué que l'exercice entrepris par la Malaisie faisait partie d'un processus en cours visant à réviser et à libéraliser progressivement les prescriptions du pays en matière de licences d'importation conformément aux objectifs globaux de développement et aux obligations envers l'OMC. Le représentant a souligné que la Malaisie avait progressivement simplifié les prescriptions en matière de licences d'importation au fil des ans, en citant les prescriptions en matière de licences pour 1 218 lignes tarifaires qui avaient été abolies en 2013-2014. Il a noté que sa délégation risquait de ne pas être en mesure de préciser les produits exacts concernés par l'actuelle révision étant donné que le processus en question était toujours en cours.

2.5 Document G/LIC/Q/MAR/1 (questions écrites de l'UE au Maroc)

2.27. La représentante de l'Union européenne a rappelé qu'en avril 2016, l'UE avait adressé des questions détaillées au Maroc pour obtenir des éclaircissements sur les points suivants: 1) Notes aux importateurs n° 3/2015 et 4/2015 relatives à l'importation de certaines armes et de certains engrenages; et 2) les dispositions figurant aux chapitres II et III de la nouvelle Loi n° 91/2014 sur le commerce extérieur, car cette loi instaurait de nouvelles conditions à l'importation.

2.28. La représentante a déclaré que l'UE ne comptait pas détailler ses questions à la présente réunion, mais elle a rappelé que l'UE souhaitait recevoir des réponses du Maroc. Par ailleurs, notant que le Maroc n'avait pas présenté de notification depuis 2009, l'UE a également invité le pays à présenter ses notifications en suspens.

2.29. Le représentant du Maroc a remercié l'UE pour son intérêt à l'égard des notifications de son pays. Il a indiqué qu'il venait de recevoir une réponse longue et détaillée de sa capitale dans un courriel qu'il mettrait à la disposition du Comité par écrit. La délégation du Maroc était disposée à étudier ces questions plus en détail avec l'UE.

2.6 Document G/LIC/Q/THA/3 (questions écrites de l'UE à la Thaïlande)

2.30. La représentante de l'Union européenne s'est dite inquiète des procédures d'importation pour le blé fourrager récemment introduites par la Thaïlande. Elle a souligné que cette question avait également été soulevée lors de la précédente réunion du Comité de l'agriculture et l'UE remerciait la Thaïlande pour sa réponse, qu'elle avait présentée au sein de ce comité, informant les Membres que la mesure en question était temporaire et avait été mise en place pour corriger la situation d'offre excédentaire de maïs sur le marché.

2.31. La représentante a indiqué que: 1) l'UE souhaitait comprendre pour quelle raison la mesure était maintenue et pour quelle durée; 2) concernant les questions écrites de l'UE, sa délégation souhaitait également comprendre si la mesure en question était une licence d'importation automatique ou non automatique. Par ailleurs, l'UE voulait avoir un aperçu clair des procédures d'importation applicables conformément à l'article 3 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation, y compris du calendrier des procédures; et 3) étant donné que la Thaïlande avait justifié la mesure en invoquant un excédent de maïs, l'UE souhaitait recevoir des données pertinentes sur l'excédent en question sur le marché.

2.32. En plus des questions écrites, la représentante a demandé à la Thaïlande de partager le nombre de demandes reçues dans le cadre du nouveau régime de licences et le nombre de licences d'importation accordées, ainsi que la quantité totale de blé fourrager importé autorisée dans le cadre du nouveau régime de licences.

2.33. Pour conclure, la représentante a souligné que l'UE attendait avec intérêt de recevoir des réponses de la Thaïlande à ses questions écrites, distribuées sous la cote G/LIC/Q/THA/3, ainsi qu'aux questions soulevées à la présente réunion. L'UE souhaitait par ailleurs savoir si la Thaïlande comptait notifier ces procédures de licences d'importation conformément aux articles 1:4 et 5 de l'Accord sur les licences d'importation.

2.34. Le représentant de l'Australie s'est fait l'écho des questions de l'UE. Il a noté que l'Australie avait aussi posé des questions lors de la récente réunion du Comité de l'agriculture et que certaines questions de sa délégation restaient sans réponse. L'Australie a noté qu'à ce jour, la Thaïlande n'avait notifié les changements en question à aucun Comité de l'OMC et que ces mesures étaient déjà en place depuis plus de trois mois. Sa délégation souhaitait premièrement comprendre pourquoi la Thaïlande n'avait pas notifié ces changements et, deuxièmement, elle souhaitait recevoir des renseignements concernant les conditions de ces mesures, la durée d'application, d'autres détails concernant la mise en œuvre des mesures en question, notamment la façon dont le blé fourrager serait différencié du blé meunier, ainsi que des renseignements supplémentaires sur les mécanismes et les processus de délivrance des permis d'importation. Le représentant a indiqué que sa délégation présenterait probablement des questions écrites de suivi, mais qu'elle attendait avant tout d'examiner les réponses de la Thaïlande à l'UE.

2.35. Le représentant du Canada a appuyé les questions posées par l'Australie et a partagé les inquiétudes de l'UE telles que présentées dans ses questions et ses observations adressées à la Thaïlande. Sa délégation a invité les Membres à présenter leurs notifications dans les temps. À cet égard, le Canada estimait que la Thaïlande devait notifier ses mesures à l'OMC dans les meilleurs délais, conformément aux articles 1:4 et 5 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation. La délégation du représentant attendait avec intérêt de recevoir davantage de renseignements de la Thaïlande en réponse aux questions de l'UE, y compris celles concernant la conformité des mesures prises par la Thaïlande avec l'article XI du GATT.

2.36. Le représentant de l'Ukraine a déclaré que son pays partageait les inquiétudes exprimées par l'UE, l'Australie et le Canada, et a rappelé que sa délégation avait également soulevé ce point lors de la récente réunion du Comité de l'agriculture.

2.37. En réponse, la représentante de la Thaïlande a remercié l'UE, l'Australie, le Canada et l'Ukraine pour leurs questions concernant les procédures d'importation récemment introduites pour le blé fourrager, présentées dans le document G/LIC/Q/THA/3. Elle a déclaré que sa capitale était en train de rassembler les renseignements pertinents pour répondre aux questions posées par l'Australie et l'UE. Une fois qu'elle aurait reçu les explications de sa capitale, sa délégation communiquerait des réponses écrites à l'UE et à l'Australie.

2.7 Document G/LIC/Q/EU/1 (questions écrites de la Russie à l'UE)

2.38. Le Président a souligné que l'Union européenne avait apporté des réponses écrites à la Fédération de Russie dans le document G/LIC/Q/EU/2. Par ailleurs, le point 9 de l'ordre du jour, qui concernait la même question, avait été inclus dans l'ordre du jour à la demande de la Fédération de Russie. Dans le cas présent, en accord avec les Membres concernés, le Président a suggéré que le Comité examine ces deux questions ensemble sous ce point de l'ordre du jour, à savoir le point 2.

2.39. Le représentant de la Fédération de Russie a remercié le Président pour sa suggestion et a indiqué que sa délégation préférerait revenir sur cette question au titre du point 9 de l'ordre du jour.

2.40. La représentante de l'Union européenne a remercié la Russie pour les questions écrites présentées à la suite de la précédente réunion. Elle a indiqué que l'UE avait répondu à ces questions en février et, sans entrer dans les détails, elle a une nouvelle fois souligné les principales caractéristiques du système:

2.41. Les exigences du mécanisme de surveillance préalable de l'Union concernant certains produits sidérurgiques autorisaient l'UE à collecter assez tôt des données statistiques détaillées permettant une analyse rapide des tendances des importations en provenance de tous les pays non membres de l'UE, y compris au stade de l'intention d'importer.

2.42. Considérant qu'il était peu probable que la surcapacité dans le secteur de l'acier se résorbe à court terme, l'UE avait estimé que le système devrait rester en application pendant quatre ans. L'UE examinerait, avant la date d'expiration, si une prolongation était nécessaire ou non en fonction de la surcapacité globale dans le secteur à ce moment-là.

2.43. Cette procédure était entièrement automatique et garantissait que toutes les déclarations en douane déposées sur le territoire douanier de l'UE étaient traitées de la même manière lorsqu'elles concernaient un même produit.

2.44. Les documents de surveillance étaient délivrés dans un délai de cinq jours ouvrés à compter de la présentation de la demande, conformément aux prescriptions prévues à l'article 2:2 a) iii) de l'Accord sur les procédures de licences d'importation.

2.45. La représentante espérait que l'UE avait répondu aux inquiétudes de la Fédération de Russie et elle a invité les autorités russes à présenter des questions écrites si elles souhaitaient des explications supplémentaires.

2.8 Document G/LIC/Q/IDN/36 (questions écrites des États-Unis à l'Indonésie)

2.46. Le représentant des États-Unis a indiqué qu'étant donné qu'un point de l'ordre du jour couvrait déjà cette question, son intervention serait brève. Il voulait simplement remarquer que les questions posées par les États-Unis restaient sans réponse et que sa délégation continuait d'attendre avec intérêt de recevoir les réponses écrites de l'Indonésie.

2.47. En réponse, la représentante de l'Indonésie a remercié les États-Unis pour leurs questions sur les prescriptions de son pays en matière de licences d'importation pour les téléphones portables, les ordinateurs de poche et les tablettes. Elle a indiqué que sa délégation avait communiqué des réponses écrites au Secrétariat en début de semaine et a présenté ses excuses pour leur présentation tardive. Sa délégation était disposée à communiquer ultérieurement sur ce point.

2.48. Le Comité a pris note des déclarations.

3 NOTIFICATIONS

3.1 Notifications au titre des articles 1:4 a)/8:2 b) de l'Accord

3.1. Les notifications suivantes de la série N/1 ont été examinées: Afrique du Sud (G/LIC/N/1/ZAF/1); Brunéi Darussalam (G/LIC/N/1/BRN/1 et G/LIC/N/1/BRN/1/Rev.1); États-Unis (G/LIC/N/1/USA/7); Kazakhstan (G/LIC/N/1/KAZ/1); Ukraine (G/LIC/N/1/UKR/6); et Union européenne (G/LIC/N/1/EU/10).

3.2. Le Comité a pris note des notifications.

3.2 Notifications au titre de l'article 5 de l'Accord

3.3. Les notifications suivantes de la série N/2 ont été examinées: Argentine (G/LIC/N/2/ARG/27/Add.4, G/LIC/N/2/ARG/27/Add.5 et G/LIC/N/2/ARG/27/Add.6); Corée (G/LIC/N/2/KOR/2); Indonésie (G/LIC/N/2/IDN/32, G/LIC/N/2/IDN/33, G/LIC/N/2/IDN/34, G/LIC/N/2/IDN/35 et G/LIC/N/2/IDN/6); Malawi (G/LIC/N/2/MWI/4); Philippines (G/LIC/N/2/PHL/1 et G/LIC/N/2/PHL/2); Togo (G/LIC/N/2/TGO/1); Ukraine (G/LIC/N/2/UKR/6); Union européenne (G/LIC/N/2/EU/10).

3.4. Le Comité a pris note des notifications.

3.3 Notifications au titre de l'article 7:3 de l'Accord

3.5. Les notifications suivantes de la série N/3 ont été examinées: Afrique du Sud (G/LIC/N/3/ZAF/6); Argentine (G/LIC/N/3/ARG/12); Australie (G/LIC/N/3/AUS/9); Burundi (G/LIC/N/3/BDI/3); Cameroun (G/LIC/N/3/CMR/7); Chine (G/LIC/N/3/CHN/14); États-Unis (G/LIC/N/3/USA/13); ex-République yougoslave de Macédoine (G/LIC/N/3/MKD/5); Gabon (G/LIC/N/3/GAB/1); Géorgie (G/LIC/N/3/GEO/6); Malaisie (G/LIC/N/3/MYS/12); Malawi (G/LIC/N/3/MWI/5); Mali (G/LIC/N/3/MLI/8); Nicaragua (G/LIC/N/3/NIC/8); Qatar (G/LIC/N/3/QAT/12); Sainte-Lucie (G/LIC/N/3/LCA/7); Singapour (G/LIC/N/3/SGP/12); Togo (G/LIC/N/3/TGO/3).

3.6. Concernant la notification G/LIC/N/3/MYS/12, le représentant de l'Australie a remercié la Malaisie pour avoir respecté les prescriptions concernant les réponses au questionnaire annuel. Il a noté que la Malaisie était un contributeur régulier. Toutefois, il a soulevé une question concernant le sucre raffiné, qui avait déjà été posée par l'Australie dans le cadre du Comité. La délégation australienne avait remarqué, dans la dernière notification de la Malaisie, que le sucre n'apparaissait pas dans la notification annuelle relative aux licences d'importation et voulait demander à la Malaisie si les dispositions en matière de licences d'importation pour le sucre, et en particulier le sucre raffiné, étaient désormais levées.

3.7. Le représentant a noté que les rapports de l'industrie australienne avaient indiqué que les procédures et les critères d'admissibilité relatifs aux licences pour le sucre raffiné étaient complexes. L'Australie croyait comprendre que seuls les raffineurs malaisiens avaient obtenu des

licences d'importation pour le sucre raffiné ces dernières années, ce qui avait entraîné une faible concurrence en Malaisie dans le secteur concerné. L'Australie a remarqué que, sur le portail officiel du Ministère, la Malaisie avait commencé à geler les licences d'importation pour le sucre raffiné le 1^{er} mars 2016, ce qui constituait effectivement une interdiction sur les importations de sucre raffiné dans le pays. Ainsi, l'Australie souhaitait savoir si la Malaisie comptait notifier cette cessation du commerce du sucre raffiné, et si l'interdiction visant les importations était toujours en vigueur. La délégation australienne présenterait des questions écrites de suivi.

3.8. En réponse, le représentant de la Malaisie a remercié la délégation australienne pour sa question. Il a pris note des inquiétudes exprimées mais n'était pas encore en mesure d'y répondre concrètement. Il demanderait que les questions de l'Australie soient examinées par sa capitale.

3.9. Le Comité a pris note des notifications et des déclarations.

4 INDONÉSIE – RÉGIME DE LICENCES D'IMPORTATION VISANT LES PNEUMATIQUES – DÉCLARATION DE LA THAÏLANDE

4.1. Le Président a informé le Comité que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de la Thaïlande dans une communication datée du 20 avril 2017.

4.2. La représentante de la Thaïlande s'est dite inquiète face au nouveau régime de licences d'importation de l'Indonésie pour les pneumatiques, tel qu'il figurait dans le Règlement de l'Indonésie n° 77/M-DAG/PER/11/2016 ("Règlement n° 77"), entré en vigueur le 1^{er} janvier 2017. La Thaïlande craignait que le Règlement n° 77 n'impose des prescriptions complexes, lourdes et inutiles pour les importations de pneumatiques et ne perturbe la chaîne d'approvisionnement pour les pneumatiques dans la région.

4.3. Le préambule du Règlement n° 77 décrivait l'objectif de la loi, qui visait notamment à "soutenir la disponibilité et l'offre en pneumatiques d'origine nationale", à "soutenir les industries nationales impliquées dans le secteur des pneumatiques" et "à améliorer la compétitivité dans le pays". La représentante a souligné que ces objectifs devaient uniquement être poursuivis d'une manière conforme aux obligations de l'Indonésie dans le cadre de l'OMC.

4.4. La Thaïlande estimait que le Règlement n° 77 risquait de ne pas respecter les engagements de l'Indonésie dans le cadre de l'OMC, y compris au titre de l'article XI:1 du GATT de 1994, et de l'Accord sur les procédures de licences d'importation.

4.5. La représentante a énuméré certains éléments centraux du Règlement n° 77, notamment:

- une restriction expresse visant les importations de pneumatiques, avec une liste des pneumatiques assujettis à cette restriction;
- un système de licences d'importation discrétionnaire ou non automatique;
- des procédures d'approbation des importations difficiles;
- des restrictions à l'utilisation finale pour les producteurs importateurs;
- des approbations limitées dans le temps pour les importations de pneumatiques;
- des inspections avant l'expédition avec des vérifications techniques; et
- des prescriptions en matière d'établissement de rapport.

4.6. Dans ce contexte, la Thaïlande craignait que le Règlement n° 77 n'ait un effet de distorsion sur les importations de pneumatiques. Les obligations procédurales que les importateurs devaient respecter étaient lourdes. Le Règlement n° 77 semblait imposer "une charge administrative plus lourde que ce qui est absolument nécessaire pour administrer la mesure", au sens de l'article 3:2 de l'Accord sur les licences d'importation.

4.7. Point important, le Règlement n° 77 ne fournissait aucun renseignement quant aux critères qui devaient être suivis par le gouvernement indonésien pour décider d'accepter ou de refuser une demande d'importation de pneumatiques et, dans le cas d'une autorisation, quelles quantités étaient admises. La loi semblait conférer au Directeur général un pouvoir d'appréciation illimité. L'article 3:3 exigeait que les Membres "publie[nt] des renseignements suffisants pour que les autres Membres et les commerçants sachent sur quelle base les licences sont accordées et/ou réparties", mais le Règlement n° 77 semblait ne pas respecter cette règle.

4.8. La représentante a noté que le Règlement n° 77 présentait des similarités avec les mesures qui avaient été considérées comme étant incompatibles avec les règles de l'OMC en décembre 2016 par le Groupe spécial *Indonésie – Régimes de licences d'importation*.

4.9. Par ailleurs, elle a souligné que la Thaïlande avait examiné les questions soulevées par l'UE dans sa communication distribuée sous la cote G/LIC/Q/IDN/37. Elle estimait que ces questions étaient utiles et attendait avec intérêt les réponses de l'Indonésie à ce sujet. En outre, la Thaïlande a demandé à l'Indonésie de bien vouloir clarifier les points suivants:

- i) L'Indonésie pouvait-elle expliquer en quoi les restrictions aux importations de pneumatiques imposées au titre du Règlement n° 77 étaient conformes à l'article XI:1 du GATT de 1994, selon lequel les restrictions à l'importation n'étaient pas autorisées?
- ii) L'Indonésie pouvait-elle expliquer les critères qui seraient appliqués par le Directeur général pour décider d'autoriser ou non une importation, et dans quelles quantités?
- iii) L'Indonésie pouvait-elle expliquer pourquoi les personnes demandant à importer des pneumatiques devaient présenter autant de documents, y compris une liste complète des produits, une lettre de nomination notariée du propriétaire de la marque, les récépissés d'entrepôt et de transport pour les producteurs importateurs et un certificat de recommandation?
- iv) Pourquoi l'Indonésie estimait-elle aussi nécessaire d'ajouter une exigence d'inspection avant l'expédition?

4.10. À cette fin, la Thaïlande a invité instamment l'Indonésie à veiller à ce que toutes ses mesures relatives aux licences d'importation, en particulier le Règlement n° 77, respectent pleinement ses obligations dans le cadre de l'OMC. La représentante a informé le Comité que son pays avait tenu une consultation bilatérale avec l'Indonésie le 2 février 2017 afin de répondre aux inquiétudes de la Thaïlande et avait demandé que le Règlement n° 77 soit réexaminé et modifié. Toutefois, la délégation thaïlandaise n'avait pas encore reçu de réponse positive de l'Indonésie. La Thaïlande se tenait prête à poursuivre la discussion sur ce point important avec l'Indonésie en vue de parvenir à une solution satisfaisante pour les deux parties.

4.11. La représentante de l'Union européenne a observé, pour faire suite à la déclaration de la Thaïlande, qu'elle souhaitait faire référence à l'intervention de l'UE sous le point 2 de l'ordre du jour, ainsi qu'aux questions écrites communiquées par l'UE à ce même sujet.

4.12. En réponse, la représentante de l'Indonésie a remercié la Thaïlande pour avoir soulevé cette question, et l'UE pour avoir partagé la même préoccupation concernant le récent Règlement n° 77/M-DAG/PER/11/2016 du Ministère du commerce, et elle a apporté les réponses suivantes:

4.13. Elle a expliqué que ce règlement régissait avant tout les importations de tous types de pneumatiques relevant de la position 4011 du SH, ainsi que les pneumatiques relevant de la position 8708 du SH indiqués à l'annexe du règlement en question. La promulgation de ce règlement visait avant tout à garantir la sécurité des produits à base de pneumatiques en Indonésie, conformément à la Norme nationale indonésienne obligatoire. Le caractère obligatoire visait à s'assurer que la norme était appliquée de manière égale pour les pneumatiques produits dans le pays et pour les pneumatiques importés. La représentante a rappelé, en s'appuyant sur les données de la police nationale indonésienne, que la troisième cause d'accidents dans le pays était liée à des problèmes de pneumatiques. Ainsi, l'Indonésie devait s'assurer que les produits à base de pneumatiques distribués sur le territoire douanier indonésien étaient sûrs.

4.14. Concernant les questions soulevées par la Thaïlande, la représentante a répondu que sa délégation devait encore expliquer que l'Indonésie ne limitait pas les importations des produits concernés. En fait, l'Indonésie limitait les importations des produits en question pour n'accepter que les produits considérés comme respectant pleinement les normes nationales indonésiennes. Encore une fois, l'Indonésie souhaitait souligner que cette restriction visait avant tout à s'assurer que les produits distribués sur le territoire douanier indonésien respectaient pleinement les normes nationales indonésiennes obligatoires, qui s'appliquaient également aux pneumatiques d'origine nationale.

4.15. La représentante a précisé que le Directeur général du commerce extérieur au sein du Ministère du commerce de l'Indonésie demandait aux requérants de présenter leur demande conformément à l'article 6 du règlement. Elle a par ailleurs souligné que le requérant devait joindre un certificat de norme nationale indonésienne, ainsi que le numéro d'enregistrement du produit, au titre des articles 6 b) et 6 c) respectivement. Ces deux exigences étaient un indicateur important de la conformité des produits concernés avec les normes appliquées en Indonésie, et qu'ils pouvaient donc être considérés comme étant sûrs.

4.16. La représentante a expliqué que l'Indonésie n'avait jamais limité la quantité de produits à importer. La quantité des marchandises à importer était fixée selon une évaluation par l'importateur, pour s'assurer que l'importation répondait aux besoins de ses propres activités commerciales. L'Indonésie a souligné qu'il n'existait pas de contingent lié à ce règlement, ni aucun contingent en pratique. La liste complète des produits visait à s'assurer que les importateurs importeraient en fonction de leurs besoins. L'objectif était de rendre l'approvisionnement des produits sur le marché indonésien prévisible et d'éviter toute spéculation de la part des importateurs. La légalisation notariée ou par un attaché commercial visait à réaffirmer le caractère légal de l'activité commerciale des importateurs indonésiens. Ce caractère légal était important pour retrouver les producteurs de marchandises en cas d'accidents liés à la mauvaise qualité du produit. L'objectif du contrôle à l'entrepôt était de s'assurer que les produits étaient sûrs et stockés convenablement afin de maintenir une qualité élevée avant la distribution. L'objectif était également de s'assurer que certains produits n'étaient pas combinés à d'autres et n'entraîneraient pas une baisse de la qualité par rapport à l'original. Des mesures similaires étaient appliquées au contrôle du transport pour veiller à ce que les produits soient distribués avec les moyens de transport appropriés. En Indonésie, les produits concernés avaient souvent été stockés dans des installations mal adaptées et distribués avec des moyens de transport inappropriés.

4.17. Par ailleurs, l'inspection avant l'expédition, telle qu'exigée au titre de l'article 10 du règlement, visait à s'assurer que toutes les inspections étaient effectuées au port d'origine. Les douaniers indonésiens n'auraient ensuite qu'à mener une inspection visuelle si nécessaire. Cela permettrait de réduire le temps de traitement au port de destination en Indonésie.

4.18. Pour conclure, la représentante a réaffirmé que, selon l'article 10 du règlement, la demande de permis d'importation pour les produits à base de pneumatiques s'effectuait par le biais d'une application en ligne à l'adresse suivante: <https://inatrade.kemendag.go.id>. L'objectif de la demande en ligne était de réduire les interférences humaines dans le traitement de la demande et le processus de délivrance des permis. Le règlement ne cherchait pas à créer des charges inutiles ni à limiter les importations de ces produits en Indonésie.

4.19. La représentante a souligné que l'Indonésie n'appliquait aucun contingent à l'importation et ne limitait pas le nombre de produits entrant sur son territoire douanier. En tant que Membre de l'OMC, l'Indonésie veillait à ce que ses règlements soient en conformité avec ses engagements envers l'Organisation.

4.20. La représentante de la Thaïlande a remercié l'Indonésie pour ces réponses détaillées et a indiqué que sa délégation transmettrait ces renseignements à sa capitale.

4.21. Le Comité a pris note des déclarations.

5 INDE – PRESCRIPTIONS EN MATIÈRE DE LICENCES D'IMPORTATION POUR L'ACIDE BORIQUE – DÉCLARATION DES ÉTATS-UNIS

5.1. Le Président a informé le Comité que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande des États-Unis dans une communication datée du 20 avril 2017.

5.2. Le représentant des États-Unis a indiqué que son pays était préoccupé depuis un certain temps par les prescriptions en matière de licences d'importation appliquées par l'Inde à l'acide borique, en particulier en ce qui concerne l'obligation contraignante d'obtention d'un certificat d'utilisation finale à l'importation. Il a noté que les États-Unis soulevaient cette question dans le cadre du Comité depuis 2008 et qu'elle figurait dans leur programme de travail bilatéral depuis bien plus longtemps.

5.3. Le représentant a rappelé que les inquiétudes des États-Unis étaient apparues en 2006, lorsque le Ministère du commerce et de l'industrie de l'Inde avait publié une nouvelle règle instaurant que "l'importation d'acide borique non destiné à être utilisé comme insecticide sera subordonnée à l'obtention d'un permis d'importation délivré par le Bureau central des insecticides (CIB) et le Comité d'enregistrement, relevant du Ministère de l'agriculture".

5.4. Avant ce changement, aucun permis d'importation n'était exigé pour l'acide borique. Toutefois, la mise en œuvre de ce changement par l'Inde avait eu pour effet de limiter l'importation d'acide borique à usage non insecticide par les négociants indiens en imposant aux importateurs de fournir, avant l'importation, des détails relatifs à l'utilisation finale précise du produit. Ces renseignements étaient soumis à un processus d'examen formel mené par le gouvernement, et seule l'importation d'une quantité spécifique d'acide borique pouvait être autorisée pour chaque transaction.

5.5. Le Bureau central des insecticides et le Comité d'enregistrement ne se réunissaient qu'une fois par mois et avaient rarement l'occasion d'examiner les demandes d'importation, ce qui empêchait complètement les importateurs en Inde de respecter "juste à temps" les exigences des chaînes d'approvisionnement relatives à l'acide borique à usage non insecticide. Aucune restriction similaire n'était imposée aux fournisseurs nationaux d'acide borique à usage non insecticide.

5.6. Outre la longueur de la procédure liée à l'obtention de l'approbation, les quantités étaient également soumises à restriction. Les importateurs indiens avaient fait part de leur mécontentement aux États-Unis quant au fait qu'il leur fallait aussi fournir des renseignements sur leur consommation antérieure d'acide borique, ventilés par importation et par source nationale, lorsqu'ils demandaient une autorisation d'importer. Les nouvelles autorisations nécessaires à l'importation d'acide borique étaient fonction uniquement du niveau des importations antérieures, et non de la consommation totale. Cette restriction quantitative semblait être arbitraire.

5.7. Le représentant a noté que les États-Unis avaient reçu des réponses variées de la part du gouvernement indien lorsque le pays lui avait présenté ces faits. Lors de son examen de politique commerciale, l'Inde avait cité la Loi de 1968 sur les insecticides comme étant le fondement législatif de son régime de licences pour les importations d'acide borique. Toutefois, les permis d'importation n'étaient pas exigés pour l'acide borique avant 2016. Depuis, en 2011, le Conseil central des douanes et accises de l'Inde avait déclaré que la section 38 de la Loi sur les insecticides de 1968 exemptait les insecticides à usage non insecticide des prescriptions en matière de permis d'importation. Cependant, le Conseil central des douanes et accises a précisé par la suite que les permis d'importation étaient toujours requis pour l'acide borique à usage non insecticide.

5.8. La délégation du représentant a de nouveau demandé que l'Inde explique pourquoi l'acide borique, qui avait un niveau de toxicité à peu près équivalent à celui du sel de table, était le seul insecticide pour lequel un permis d'importation était nécessaire pour un usage non insecticide, étant donné son faible niveau de toxicité par rapport à d'autres insecticides pour lesquels aucun permis d'importation n'était exigé.

5.9. La délégation a également demandé à l'Inde d'expliquer pourquoi l'acide borique était le seul insecticide pour lequel étaient imposées des restrictions à l'importation en termes de quantité.

5.10. De plus, le processus d'approbation, qui ne concernait que les importations d'acide borique, était rigoureusement appliqué. Or, d'après des sources gouvernementales et les importateurs indiens, la vente d'acide borique sur le marché intérieur n'était pas soumise à ce type de surveillance. Les fabricants nationaux d'acide borique n'avaient pas à obtenir l'approbation d'un ministère pour vendre leur produit et les producteurs n'avaient pas à indiquer l'utilisation finale de l'acide borique avant de le vendre. Les producteurs nationaux pouvaient vendre à n'importe quel acheteur et ce, sans restrictions quantitatives.

5.11. Dans ce contexte, les États-Unis ont à nouveau demandé que l'Inde modifie la Liste I (Importations) de la classification du code tarifaire de l'Inde-ITC (SH) des produits d'exportation et d'importation de manière à supprimer l'obligation d'obtenir un permis d'importation pour les importations d'acide borique à usage non insecticide.

5.12. En réponse, le représentant de l'Inde a remercié les États-Unis de leur intérêt suivi pour la politique d'importation de son pays concernant l'acide borique. Il a indiqué qu'il avait été noté que l'Inde avait déjà répondu à toutes les questions écrites posées par les délégations intéressées et que ces réponses expliquaient bien les objectifs politiques de la mesure ainsi que les questions liées à sa mise en œuvre.

5.13. Le représentant a informé le Comité que la question faisait l'objet d'une discussion au niveau bilatéral entre les deux capitales. Il n'y avait aucun renseignement mis à jour depuis la dernière réunion, tenue le 3 novembre 2016. Ainsi, la délégation du représentant a demandé que la délégation des États-Unis se réfère à la déclaration détaillée faite par l'Inde à la précédente réunion, qui pouvait être consultée aux paragraphes 6.11 et 6.12 du document G/LIC/M/44.

5.14. Le Comité a pris note des déclarations.

6 MEXIQUE – PROGRAMME DE LICENCES D'IMPORTATION D'ACIER – DÉCLARATION DES ÉTATS-UNIS

6.1. Le Président a informé le Comité que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande des États-Unis dans une communication datée du 20 avril 2017.

6.2. Le représentant des États-Unis a remercié le Mexique pour la coopération dont il continuait de faire preuve pour répondre aux préoccupations de son pays concernant les prescriptions en matière de licences d'importation appliquées par le Mexique aux produits en acier. Toutefois, les États-Unis demeuraient préoccupés, en particulier par certaines informations concernant l'existence d'exigences non publiées en matière de documents, la protection des renseignements exclusifs contre une divulgation auprès de conseillers techniques industriels et les nouvelles exigences en matière d'enregistrement pour les importateurs d'acier.

6.3. Concernant l'accord conclu le 27 juillet 2016 entre la Chambre nationale de l'industrie sidérurgique (CANACERO) et le gouvernement mexicain, les États-Unis ont remercié le Mexique pour les informations fournies sur le rôle joué par les observateurs de la CANACERO. Toutefois, le représentant a indiqué que la réponse n'expliquait pas comment le gouvernement mexicain s'assurait que les renseignements exclusifs sur les licences seraient protégés contre une divulgation non autorisée aux observateurs techniques de la CANACERO. Quelles étaient les mesures de sauvegarde et de protection mises en place pour veiller à ce que les renseignements exclusifs concernant les licences et les autres documents des exportateurs des États-Unis n'étaient pas divulgués aux observateurs industriels mexicains? Étant donné que le Mexique affirmait que les observateurs industriels étaient accrédités par le gouvernement mexicain, les États-Unis souhaiteraient savoir ce pour quoi précisément ils étaient accrédités.

6.4. Le représentant a souligné que les États-Unis avaient cru comprendre que le Service d'administration fiscale avait mis en place l'enregistrement des importations d'acier en janvier 2017. L'industrie des États-Unis avait signalé que le délai d'enregistrement avait été fixé au 15 mai et que le SAT était encore en train d'examiner plusieurs demandes restées sans réponse. La délégation du représentant souhaiterait savoir quel serait l'impact de la date butoir du 15 mai pour les exportations d'acier des États-Unis vers des importateurs mexicains dont l'enregistrement n'avait pas été fini. Le SAT prorogerait-il la date butoir si les demandes n'étaient pas examinées d'ici là?

6.5. Le représentant espérait poursuivre les discussions bilatérales avec le Mexique pour résoudre ces questions.

6.6. Le représentant du Canada partageait les mêmes préoccupations concernant les prescriptions en matière de licences d'importation appliquées par le Mexique aux produits en acier et continuerait de suivre de près les prescriptions. Il attendait avec intérêt d'entendre la réponse du Mexique et de poursuivre la coopération sur le sujet avec le gouvernement mexicain si nécessaire.

6.7. En réponse, le représentant du Mexique a indiqué que sa délégation avait pris note des déclarations des États-Unis et du Canada. Il a indiqué qu'il était surpris qu'il n'y ait eu aucune tentative de consultation avec les délégations en vue de résoudre la question, avant l'inclusion du point à l'ordre du jour de la réunion, ou même avant la réunion. Il a expliqué que le Mexique avait

déjà apporté une réponse exhaustive aux questions posées par les États-Unis dans le cadre de ce Comité (document G/LIC/Q/MEX/2), comme le montrait le compte rendu de la précédente réunion du Comité (document G/LIC/M/44, paragraphe 8.5). Les réponses avaient également été distribuées lors du précédent examen de la politique commerciale du Mexique, qui avait eu lieu précédemment en avril. Le représentant a souligné qu'une explication avait également été apportée aux États-Unis dans un cadre bilatéral, ou plutôt trilatéral, lors du Comité nord-américain de la sidérurgie où les deux délégations avaient reçu des réponses écrites. Le représentant a invité les deux délégations à contacter sa délégation pour organiser une consultation de suivi bilatérale en vue d'aborder les préoccupations en détail, étant donné que le Mexique pensait avoir déjà répondu à toutes les questions.

6.8. Le représentant des États-Unis a indiqué que sa délégation serait très intéressée par une consultation de suivi avec la délégation mexicaine à Genève sur ce sujet, même s'il comprenait qu'il y avait déjà eu un engagement solide au niveau bilatéral entre les représentants compétents au niveau des capitales.

6.9. Le Comité a pris note des déclarations.

7 INDONÉSIE – RÉGIME DE LICENCES D'IMPORTATION VISANT LES TÉLÉPHONES PORTABLES, ORDINATEURS DE POCHE ET TABLETTES – DÉCLARATION DES ÉTATS-UNIS

7.1. Le Président a informé le Comité que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande des États-Unis dans une communication datée du 20 avril 2017.

7.2. Le représentant des États-Unis a indiqué que, comme le savait le Comité, son pays était depuis longtemps sérieusement préoccupé par le régime de licences d'importation de l'Indonésie, en particulier par les prescriptions en matière de licences d'importation applicables aux téléphones portables, ordinateurs de poche et tablettes.

7.3. Il a informé le Comité que les États-Unis avaient présenté à l'Indonésie des questions formelles juste avant la précédente réunion au sujet des changements apportés aux prescriptions en matière de licences d'importation pour les produits concernés et qui, si les États-Unis comprenaient bien, visaient à s'assurer que les mesures étaient conformes aux prescriptions de l'Indonésie relatives à la teneur en éléments locaux pour les appareils mobiles 4G LTE. Dans leurs questions, les États-Unis demandaient des réponses de l'Indonésie concernant certaines prescriptions pour obtenir une licence d'importation pour ces produits, ainsi que la justification pour la distinction faite entre plusieurs types de technologies.

7.4. La délégation des États-Unis a également demandé comment les entreprises pouvaient importer des appareils 4G finis à des fins de vente en Indonésie, en notant que, si elle comprenait bien les mesures relatives aux licences d'importation, les entreprises ne pouvaient obtenir de licence d'importation pour les appareils 4G finis que si elles les importaient à des fins de transformation supplémentaire, même si elles avaient déjà rempli les prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux. Par ailleurs, les États-Unis s'interrogeaient toujours sur le but des prescriptions et des procédures relatives à l'importation de téléphones portables, d'ordinateurs de poche et de tablettes.

7.5. Il a rappelé que l'Indonésie avait publié des règlements additionnels – Règlement n° 65/2016 du Ministère de l'industrie et Règlement n° 23/2016 du Ministère des communications et des technologies de l'information – qui présentaient des procédures supplémentaires pour obtenir la certification nécessaire avant d'obtenir une licence d'importation.

7.6. Le représentant a rappelé que l'industrie concernée était très importante pour les États-Unis et l'économie mondiale dans son ensemble. Comme il l'avait déjà indiqué, les questions soulevées par sa délégation à plusieurs reprises étaient sérieuses. Les États-Unis estimaient que les prescriptions en matière de licences d'importation considérées risquaient d'avoir des effets de distorsion sur les échanges et l'investissement dans ce secteur important et dynamique et de compromettre les efforts visant à accroître les possibilités d'accès aux marchés pour les produits de haute technologie, dont il était question dans l'Accord de l'OMC sur les technologies de l'information.

7.7. La délégation du représentant a remercié l'Indonésie pour avoir notifié au Comité certaines de ces mesures, notamment le Règlement n° 41/2016 du Ministère du commerce, en mars 2017. Cependant, le représentant a de nouveau invité l'Indonésie à notifier non seulement toutes les mesures associées, y compris les Règlements n° 108/2012 et 68/2016 du Ministère de l'industrie, mais aussi les nouvelles mesures susmentionnées prises par le Ministère de l'industrie et le Ministère des communications et des technologies de l'information, notamment le Règlement n° 65/2015 et le Règlement n° 23/2016, respectivement.

7.8. Étant donné l'importance de cette industrie pour l'économie mondiale et la gravité des inquiétudes des États-Unis, la délégation du représentant a invité l'Indonésie à répondre une nouvelle fois dans les meilleurs délais à leurs questions figurant dans le document G/LIC/Q/IDN/36. Par ailleurs, les États-Unis ont à nouveau encouragé l'Indonésie à remettre en question l'utilisation de ces prescriptions relatives aux licences d'importation pour les téléphones mobiles, les ordinateurs de poche et les tablettes.

7.9. La représentante de l'Union européenne s'est fait l'écho des inquiétudes des États-Unis et a dit qu'elle serait intéressée par les réponses de l'Indonésie aux questions détaillées posées par les États-Unis. Elle a précisé que ce problème ne concernait pas uniquement les licences d'importation, mais qu'il s'agissait d'une question systémique bien plus vaste qui serait aussi soulevée lors de la réunion suivante du Comité des mesures concernant les investissements et liées au commerce. Comme il avait déjà été demandé à la précédente réunion du Comité des licences d'importation, l'UE a également souhaité que l'Indonésie explique pourquoi ce règlement ne figurait pas dans la notification annuelle présentée en 2015 au titre de l'article 7:3 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation.

7.10. En réponse, la représentante de l'Indonésie a indiqué que, comme elle l'avait mentionné plus tôt pendant la réunion, sa délégation avait déjà présenté des réponses écrites et attendait avec intérêt les futures communications à ce sujet.

7.11. Le Comité a pris note des déclarations.

8 VIET NAM – SPIRITUEUX DISTILLÉS ET QUESTION DE L'EXHAUSTIVITÉ (G/LIC/Q/VNM/5 ET G/LIC/Q/VNM/6) – DÉCLARATION DES ÉTATS-UNIS

8.1. Le Président a informé le Comité que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande des États-Unis dans une communication datée du 20 avril 2017.

8.2. Le représentant des États-Unis a réaffirmé que les États-Unis souhaitaient toujours obtenir des renseignements sur les catégories plus larges de produits qui, d'après l'examen de la politique commerciale du Viet Nam, semblaient faire l'objet de prescriptions en matière de licences d'importation. Plus précisément, les États-Unis demeuraient préoccupés par les prescriptions en matière de licences d'importation applicables aux spiritueux distillés au titre du Décret n° 94, telles que modifiées dans le projet de Décret du 28 août 2016.

8.3. La délégation des États-Unis a souhaité savoir quand le Viet Nam comptait publier un décret révisé. Les États-Unis ont encouragé le Viet Nam à laisser suffisamment de temps aux parties prenantes pour qu'elles formulent des observations avant de publier le décret final et, le cas échéant, à notifier le décret au Comité des licences d'importation de l'OMC.

8.4. Le représentant des États-Unis a noté que le projet de décret publié en août 2016 semblait constituer une amélioration pour les commerçants par rapport au Décret n° 94 en ce sens qu'il supprimait les contingents fixés en fonction du nombre d'habitants pour les licences de distribution, de commerce en gros et de commerce au détail, ainsi que certaines restrictions concernant les licences.

8.5. Toutefois, les États-Unis croyaient comprendre que le nouveau décret contenait toujours des prescriptions pour les titulaires de licences de distribution et qu'il s'agissait d'une préoccupation sérieuse pour l'industrie des États-Unis. Plus précisément, un processus de demande lourd semblait nécessiter de nombreux renseignements détaillés de la part des importateurs souhaitant obtenir ou mettre à jour des licences de distribution; ces renseignements détaillés n'étaient pas exigés pour les demandes de licences obligatoires pour les producteurs d'alcool nationaux.

8.6. Les États-Unis ont remercié le Viet Nam pour les réponses apportées aux questions qu'ils avaient posées dans le cadre du Comité des obstacles techniques au commerce au sujet du projet de décret (document G/TBT/N/VNM/86), mais la délégation souhaiterait tout de même pouvoir poursuivre le dialogue à ce sujet dans le cadre du Comité des licences d'importation et attendait avec intérêt de recevoir rapidement une réponse écrite exhaustive aux questions posées en avril 2015 par les États-Unis dans les documents G/LIC/Q/VNM/6 et G/LIC/Q/VNM/5.

8.7. Le représentant a informé le Comité que les États-Unis avaient eu une discussion productive sur la question avec le Viet Nam au niveau bilatéral et qu'ils étaient conscients des problèmes de capacité auxquels celui-ci faisait face, mais les États-Unis continuaient à encourager le Viet Nam à consacrer le temps et les ressources nécessaires au respect de ces importantes obligations.

8.8. Le représentant de l'Australie a remercié les États-Unis pour avoir soulevé cette question. L'Australie, comme les États-Unis, avait adressé des questions au Viet Nam dans le cadre du Comité OTC; mais le pays estimait que la question concernait avant tout les licences d'importation. L'Australie partageait les inquiétudes des États-Unis concernant les prescriptions lourdes imposées aux importateurs de spiritueux distillés, qui les obligeaient à modifier leurs licences commerciales avant de pouvoir élargir leurs activités au Viet Nam, y compris les prescriptions liées à la présentation de détails importants sur les partenaires de distribution, et l'Australie notait que ces prescriptions semblaient ne pas être obligatoires pour les producteurs vietnamiens. L'Australie souhaiterait vivement recevoir des réponses du Viet Nam aux questions posées par les États-Unis. Le représentant a par ailleurs noté que son pays avait communiqué une observation au point d'information du Viet Nam sur les OTC le 25 octobre 2016 mais qu'il attendait toujours une réponse. Sa délégation apprécierait de recevoir une réponse à ces questions.

8.9. En réponse, le représentant du Viet Nam a remercié les États-Unis et l'Australie pour leurs déclarations concernant le régime des licences d'importation du Viet Nam et il a indiqué qu'il en rendrait compte à sa capitale.

8.10. Le Comité a pris note des déclarations.

9 UNION EUROPÉENNE – PROGRAMME DE LICENCES D'IMPORTATION D'ACIER – DÉCLARATION DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

9.1. Le Président a informé le Comité que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de la Fédération de Russie dans une communication datée du 18 avril 2015.

9.2. Le représentant de la Fédération de Russie a remercié l'Union européenne pour ses réponses détaillées aux questions de la Fédération de Russie concernant les procédures de licences d'importation pour les produits sidérurgiques, mentionnées au point 2 de l'ordre du jour de la présente réunion.

9.3. Il a rappelé que, comme l'avait déjà mentionné l'Union européenne dans sa réponse, la liste des exemples de justificatifs commerciaux de l'intention d'importer figurant au dernier paragraphe de l'article 2 6) du Règlement (UE) n° 2016/670 n'était pas exhaustive. La Russie craignait donc que ce manque de législation au niveau supranational ne permette des actions et des demandes injustifiées de la part des autorités compétentes des États membres de l'UE, qui pouvaient perturber les opérations commerciales normales.

9.4. Le représentant estimait que les Membres de l'OMC devaient interpréter les règles appliquées par un Membre à ses frontières de la même façon. Ainsi, la latitude des États membres de l'UE pour déterminer ce qui constituait un élément suffisant pour démontrer l'intention d'importer entraînait une certaine confusion chez les importateurs, car ils ne pouvaient pas être sûrs que leurs documents, une fois présentés à l'autorité compétente d'un État membre de l'UE, seraient suffisants pour couvrir aussi les futures importations vers un même ou un autre État membre de l'UE.

9.5. La délégation du représentant a donc appelé l'Union européenne à harmoniser les prescriptions des autorités compétentes de ses États membres relatives aux documents que les importateurs devaient présenter pour constituer un "justificatif commercial de leur intention d'importer".

9.6. Par ailleurs, la Russie estimait, en tenant compte de la grande marge de manœuvre qui existait entre les États membres de l'UE à ce sujet, que tous les actes d'exécution au niveau national constituaient finalement des procédures distinctes en matière de licences d'importation. Pour cette raison, la délégation du représentant a demandé aux États membres de l'UE de notifier au présent comité toutes les mesures appliquées au niveau national visant à mettre en œuvre le programme général de l'Union européenne relatif aux licences d'importation d'acier.

9.7. Le représentant du Brésil a répété les inquiétudes de son pays face à cette mesure, en particulier au regard de l'éventuel impact négatif sur le commerce bilatéral dans un contexte sectoriel particulièrement éprouvant. Sa délégation a rappelé que, si la production sidérurgique excédentaire était un problème d'ordre mondial, les exportations brésiliennes à destination de l'UE n'avaient pas augmenté au cours des dernières années et ne devaient pas faire l'objet de mesures commerciales restrictives.

9.8. La représentante de la Chine a encouragé l'UE à apporter des réponses écrites à la Fédération de Russie. Sa délégation partageait les inquiétudes de la Russie face à la charge inutile imposée aux négociants souhaitant exporter des produits en acier vers les marchés de l'UE. La Chine poursuivait les discussions avec l'UE et les autres Membres sur cette question.

9.9. La représentante de la Suisse a remercié l'UE pour ses réponses communiquées dans sa notification datée du 22 février 2017. Sa délégation partageait également les inquiétudes exprimées par la Russie et d'autres Membres au sujet du programme de licences d'importation d'acier de l'UE. La représentante a noté que les producteurs suisses de certains produits sidérurgiques avaient été fortement affectés par l'application du mécanisme de surveillance préalable. Depuis l'introduction de ces mesures en juin 2016, les exportations à destination de l'UE de ces produits sidérurgiques avaient enregistré une baisse par rapport aux exportations des autres produits sidérurgiques qui n'étaient pas concernés par la mesure. La délégation suisse estimait que les exportations suisses à destination de l'UE avaient été affectées de manière disproportionnée à cause de la forte intégration de fournitures suisses dans les chaînes d'approvisionnement transfrontières qui suivaient un modèle à flux tendu.

9.10. La représentante a souligné que la Suisse avait à plusieurs reprises fait part à l'UE de ses inquiétudes au sujet du mécanisme de surveillance préalable. Ces inquiétudes concernaient à la fois les effets de restriction des échanges découlant de la mesure prise par l'UE ainsi que les difficultés liées à sa mise en œuvre par les États membres de l'UE. Ainsi, la Suisse encourageait vivement l'UE à supprimer tout effet de restriction des échanges découlant du mécanisme de surveillance préalable.

9.11. En réponse, la représentante de l'Union européenne a remercié la Fédération de Russie, le Brésil, la Chine et la Suisse pour leur intérêt à l'égard de ces procédures. L'UE a pris note des déclarations et a invité les quatre délégations à présenter des questions écrites si elles avaient besoin d'explications supplémentaires.

9.12. Le Comité a pris note des déclarations.

10 AMÉLIORER LA TRANSPARENCE DES PROCÉDURES DE NOTIFICATION DE L'ACCORD – RAPPORT DU PRÉSIDENT SUR LES CONSULTATIONS INFORMELLES TENUES LES 16 DÉCEMBRE 2016 ET 16 FÉVRIER 2017

10.1. Le Président a rendu compte au Comité des deux consultations informelles organisées le 16 décembre 2016 et le 16 février 2017 en vue d'améliorer la transparence des procédures de notification. Le rapport du Président est reproduit ci-après:

10.2. "Le 16 décembre 2016, une réunion informelle a été tenue et le Secrétariat a présenté aux participants le document RD/LIC/10. Ce document avait été préparé par le Secrétariat, à la demande de certains Membres, afin de tester la possibilité de combiner plusieurs obligations de notification dans différentes dispositions de l'Accord en un "super formulaire", pour que les Membres le souhaitant puissent ainsi présenter tous les renseignements exigés sous ce format exhaustif.

10.3. Seuls quelques Membres ont pris la parole pour partager certaines observations préliminaires, indiquant que le document était en cours d'examen au niveau des capitales et qu'ils reviendraient ultérieurement avec plus de détails. Parmi les opinions partagées, plusieurs Membres ont soutenu l'approche adoptée. Un Membre a partagé des observations techniques détaillées au sujet du formulaire A. Un Membre s'est de nouveau opposé à la fusion des formulaires de notification et a indiqué que la refonte des modèles de notification ne constituerait pas une solution au problème du manque de respect des obligations. Cette délégation a également noté que le droit des Membres de présenter des notifications au titre de différents articles devait être préservé et elle a mis en garde contre les implications juridiques liées au fait de combiner des notifications *ad hoc* et les obligations annuelles. Une autre délégation s'est inquiétée de savoir si le nouveau modèle simplifierait la charge de travail liée aux notifications et a cherché à en savoir plus sur les liens entre ce formulaire et la future base de données et la présentation électronique des notifications.

10.4. Étant donné que plusieurs délégations n'avaient pas partagé d'observation en attendant les instructions de leurs capitales, et pour faire suite à la réunion tenue en décembre, une autre consultation informelle a été organisée le 16 février 2017 afin d'entendre les autres observations des Membres et d'entreprendre un examen détaillé des points 1 à 18 du "super formulaire", comme indiqué au document RD/LIC/10.

10.5. Au début de la réunion, une délégation s'est fermement opposée à poursuivre la réunion, en avançant que l'examen détaillé proposé sortait du mandat du Comité, que les discussions sur les modèles de notification revenaient à renégocier plusieurs articles de l'Accord et que l'introduction d'un nouveau modèle changerait l'essence même de l'Accord. Cette délégation a expliqué qu'en dépit de son opposition répétée, le processus avait été promulgué par la présidence sans consensus. Ainsi, face à l'absence de consensus des Membres, la délégation a insisté pour que la discussion sur l'examen du modèle de notification ne soit pas poursuivie. Une autre délégation [l'Équateur] s'est opposée à la révision du modèle de notification, en expliquant que la proposition entraînait des obligations trop restrictives pour les Membres.

10.6. À l'inverse, de nombreuses délégations ont pris la parole pour soutenir la révision des modèles de notification et féliciter le Secrétariat pour le travail accompli jusque-là. Sans entrer dans les détails, j'ai tenté de résumer les principaux points avancés par ces Membres: 1) ils apportaient un soutien sans réserve à l'exercice de révision des procédures de notification existantes et à l'examen des approches possibles pour les simplifier et les harmoniser, objectif poursuivi par le Comité depuis deux ans; 2) ils n'estimaient pas que ces discussions tenues au sein du Comité constituaient une tentative de renégocier les dispositions de l'Accord ou d'altérer/de créer des obligations pour n'importe quel Membre; 3) la plupart des Membres ne pensaient pas qu'il était nécessaire d'obtenir un consensus pour poursuivre les discussions techniques qui étaient en cours depuis un certain temps et ils attendaient avec intérêt d'examiner en détail le projet de modèle de notification; 4) de nombreux Membres ont rappelé qu'ils prévoyaient que tout nouveau formulaire éventuel serait utilisé par les Membres à titre volontaire; 5) un Membre a rejeté l'accusation selon laquelle ce processus avait été promulgué par la présidence et un autre Membre a souligné qu'il n'y avait pas non plus de consensus pour arrêter le processus.

10.7. À la suggestion de certains Membres, la réunion informelle a été suspendue pour consultation immédiate. Étant donné que la position d'un Membre en particulier n'avait pas changé après la consultation, la réunion informelle a dû être déclarée close et j'ai annoncé que nous poursuivrions la consultation informelle avec le Président sur la même question avec tous les Membres souhaitant participer. J'offrais ainsi aux Membres intéressés une occasion de présenter leurs observations techniques sur le formulaire de notification, comme demandé dans la note de convocation de la réunion informelle.

10.8. En tant que Président, je suis ici pour servir le Comité et faciliter les discussions sur n'importe quel sujet présentant un intérêt pour les Membres. Je voudrais rappeler que je n'ai aucun intérêt personnel à ne pas mentionner le programme national à ce sujet. De toute évidence, sur cette question, j'ai entendu différents points de vue des Membres. Étant donné qu'il s'agit de la dernière réunion que je préside, je voudrais saisir cette occasion pour vous donner mon propre avis sur cette question, pour ce qu'il vaut.

10.9. Premièrement, en tant que Président de ce comité, j'ai beaucoup appris des questions liées aux licences d'importation l'année dernière. Plus j'en apprenais, plus je réalisais la complexité du

sujet et plus j'étais convaincu que des progrès restaient à faire, en particulier dans le domaine des notifications.

10.10. Deuxièmement, les facteurs qui ont mené à un faible taux de respect des obligations de notification dans ce domaine étaient complexes, comme l'avait signalé le Secrétariat, et ils doivent être traités d'une manière complète. Je voudrais ici souligner que la ferme volonté politique des Membres à remplir leurs obligations contractuelles et à améliorer leur propre transparence constitue la condition préalable fondamentale pour garantir le succès de tout effort similaire déployé par l'OMC.

10.11. Troisièmement, de nombreux Membres ainsi que le Secrétariat ont consacré ces dernières années un temps et des efforts considérables pour étudier les moyens de simplifier et d'harmoniser les procédures et les modèles en matière de notification, en partant du principe qu'en aucun cas les résultats des discussions ne devaient créer d'obligations supplémentaires pour les Membres qui sortent du cadre de l'Accord. En tant que Président sortant, j'espère sincèrement que tous ces efforts n'auront pas été vains.

10.12. Enfin, d'un point de vue systémique, l'Accord confie effectivement au Comité la mission "d'examiner, si nécessaire, la mise en œuvre et le fonctionnement de l'Accord", comme indiqué à l'article 7:1. Si les Membres ont le droit légitime d'accepter ou de refuser le résultat final de toute discussion, j'espère que la fonction basique du Comité sera maintenue et que toute question pertinente pourra être soulevée et discutée de manière franche et ouverte entre les Membres. Je termine sur ce mon rapport et vous laisse maintenant la parole."

10.13. Le représentant des États-Unis a remercié le Président et le Secrétariat pour tout le travail qu'ils avaient mené afin d'améliorer les procédures liées aux notifications. Les États-Unis regrettaient les difficultés qui avaient émergé lorsqu'il avait été question de faire avancer ces travaux. Le représentant a noté que, de toute évidence, les prescriptions en matière de notification inscrites à l'Accord sur les procédures de licences d'importation étaient complexes et que les États-Unis comprenaient que le respect de ces prescriptions pouvait être un processus difficile, en particulier pour les pays les moins avancés qui faisaient face à des contraintes en termes de capacités. Le représentant a également pris note du très faible niveau de respect par les Membres de leurs obligations en matière de notification des licences d'importation.

10.14. Dans ce contexte, le gouvernement des États-Unis se réjouissait de réexaminer les procédures de notification, à condition que les obligations restent les mêmes sur le fond et que tous les changements envisagés soient conçus de manière réaliste afin d'augmenter le niveau de respect des obligations en matière de notification des licences d'importation. Le représentant a également saisi cette occasion pour affirmer à nouveau que la législation devait être présentée au Secrétariat sous forme électronique, facilement transmise et accessible.

10.15. Le représentant du Canada a déclaré que sa délégation était très reconnaissante de tous les efforts déployés par le Président et le Secrétariat afin d'élaborer de nouveaux modèles pour les notifications des procédures de licences d'importation. Le Canada se félicitait des progrès considérables qui avaient été accomplis. Le représentant a admis sa déception et sa frustration quant au fait que le Comité n'avait pas réussi à finaliser de nouveaux modèles, alors que ces notifications ne se feraient qu'à titre volontaire. Il a souligné que le travail réalisé jusque-là ne devait pas être gâché. Il restait fermement convaincu que le fonctionnement du Comité pouvait être amélioré en harmonisant les procédures de notification, d'autant que ces procédures ne modifieraient aucunement les obligations des Membres au titre de l'Accord sur les procédures de licences d'importation. La délégation du représentant continuerait à réfléchir aux moyens de faire avancer ces travaux et attendait avec intérêt de poursuivre la collaboration avec d'autres Membres pour atteindre un résultat positif.

10.16. La représentante de l'Union européenne a remercié le Président et le Secrétariat pour leur travail sérieux visant à régler le problème de la transparence et à améliorer le respect des obligations en matière de notification. L'UE a une nouvelle fois fait part de sa volonté à poursuivre les travaux sur ce point. Elle estimait que la révision des modèles de notifications, qui devaient être appliqués à titre volontaire, semblait être un pas en avant vers l'harmonisation et la réorganisation des notifications de manière plus systématique et logique. L'UE, comme d'autres Membres, souhaitait poursuivre les travaux sur un nouveau formulaire à titre volontaire.

10.17. La représentante de Hong Kong, Chine a déclaré que, même si aucune conclusion aux discussions sur un nouveau modèle n'avait été trouvée, elle pouvait constater qu'aucun Membre ne niait l'importance de la transparence ni la nécessité d'améliorer les résultats en matière de notification dans le domaine des licences d'importation. Elle a remarqué que l'amélioration de la transparence était un problème multidimensionnel; et que ce sujet avait aussi attiré l'attention lors de récentes réunions d'autres Comités de l'OMC. Les Membres comprenaient tous qu'un accès aisé aux renseignements était un élément crucial pour permettre aux PME de lancer leurs activités commerciales au niveau international. La représentante a suggéré que les futures discussions tenues par le Comité à ce sujet prennent en compte les obligations en matière de transparence prévues dans le cadre du nouvel Accord sur la facilitation des échanges, qui pouvaient elles aussi affecter les notifications relatives aux procédures de licences d'importation. La représentante a remercié le Président et le Secrétariat pour le travail considérable qu'ils avaient mené l'année précédente afin de faciliter les échanges sur cette question et d'améliorer la compréhension des Membres sur le système de notification. Sa délégation attendait avec intérêt de travailler avec les Membres pour trouver des moyens d'améliorer la transparence dans le domaine des licences d'importation.

10.18. Le représentant de Singapour a remercié le Président et le Secrétariat pour tout le travail qu'ils avaient accompli jusque-là. Singapour soutenait la poursuite des travaux visant à harmoniser les prescriptions en matière de licences sans dupliquer les obligations existantes ni en créer d'autres; la délégation de Singapour souhaitait toujours continuer à travailler sur cette question dans le cadre du Comité des licences d'importation.

10.19. Le représentant de 'Australie a rappelé l'importance des licences d'importation et du travail mené par le Comité des licences d'importation, pour tous les Membres bien sûr, mais en particulier pour l'Australie. Il a rappelé que les exportations de l'Australie étaient dominées par des produits qui étaient souvent assujettis à des prescriptions en matière de licences d'importation, comme les minéraux, les métaux, les produits agricoles de base et les produits alimentaires transformés. Ces produits étaient importants pour l'Australie, mais la plupart d'entre eux faisaient face à des prescriptions sévères en matière de licences d'importation. Le représentant a noté que de nombreux autres Membres de l'OMC partageaient ce profil commercial. Ainsi, la transparence et les notifications des changements apportés à n'importe quel régime de licences d'importation jouaient un rôle important pour l'Australie et, de fait, pour de nombreux autres Membres. Pour cette raison, l'Australie avait fortement soutenu le travail entrepris par le Secrétariat et le Président pour examiner les options permettant de simplifier le processus de notification et pour étudier les moyens de rendre le travail de notification plus efficace et facile à utiliser et à comprendre, tout en restant en parfaite conformité avec les obligations inscrites à l'Accord sur les procédures de licences d'importation, sans en dupliquer aucune. La délégation du représentant a déclaré à de nombreuses reprises qu'elle souhaitait à terme établir une base de données que les fonctionnaires des pays et les opérateurs commerciaux pourraient utiliser telle quelle. L'Australie espérait donc que les travaux se poursuivraient et iraient de l'avant.

10.20. La représentante de la Thaïlande a remercié le Président et le Secrétariat pour tout le travail qu'ils avaient accompli afin de simplifier les procédures de notification. La Thaïlande soutenait pleinement la poursuite des discussions visant à améliorer les procédures et les pratiques en matière de notification en élaborant un nouveau formulaire qui permette de respecter les prescriptions en matière de notification inscrites à l'Accord et de réduire les duplications des modèles existants. La représentante a souligné qu'il était essentiel que le nouveau formulaire facilite les procédures de notification et améliore la transparence sans entraîner de charge supplémentaire pour les Membres.

10.21. La représentante de la République de Moldova a soutenu les propositions avancées précédemment par le Secrétariat visant à améliorer les procédures de notification, ainsi que l'idée de fusionner les modèles de notification de la série N/1 et N/2. Elle estimait que des modèles simplifiés seraient très utiles pour les présentations en ligne et la création d'une base de données.

10.22. La représentante de la Chine s'est associée aux autres Membres pour remercier le Président et le Secrétariat du travail et des efforts considérables qu'ils avaient menés afin d'améliorer la transparence. La Chine était disposée à poursuivre les discussions sur la question. En parallèle, la représentante a souligné que les nouvelles procédures de notification ne devaient pas entraîner de charge supplémentaire inutile pour les Membres.

10.23. Le représentant du Taipei chinois s'est joint aux précédents intervenants pour remercier le Président pour sa direction et il a renouvelé le soutien de sa délégation en faveur du travail visant à simplifier et à harmoniser les procédures de notification.

10.24. Le représentant de l'Inde a remercié le Président pour le rapport et le Secrétariat pour sa contribution à l'examen des obligations en matière de notification.

10.25. Il a rappelé l'importance de la transparence, pilier central de l'OMC, et en particulier son importance dans le cadre de l'Accord sur les procédures de licences d'importation. Le système des notifications était un moyen d'observer et de garantir la transparence. Toutefois, la délégation indienne notait avec inquiétude que le niveau de respect, par les Membres, des prescriptions en matière de notification des licences d'importation était loin d'être satisfaisant. L'Inde estimait qu'il fallait remédier à cette situation.

10.26. Le représentant reconnaissait que le Comité avait mené des discussions sérieuses sur cette question ces dernières années. Plusieurs idées avaient fait l'objet de débats, comme notamment la manière d'aider les Membres qui accusaient un retard, la manière d'améliorer les capacités et la question de savoir s'il fallait ou non organiser des ateliers, ainsi que la manière de sensibiliser les délégués basés à Genève.

10.27. Le représentant a indiqué que sa délégation avait noté avec surprise un changement soudain d'orientation lors de la dernière phase des discussions, lorsqu'il avait été question d'imposer à tous les Membres une solution préconçue. L'Inde n'approuvait pas une telle entreprise et a expliqué qu'elle compliquait en fait le processus de notification au lieu de le simplifier. Cette démarche visait à remanier et à élargir les obligations existantes en matière de notification et, à cet égard, faisait entrer tous les Membres dans des négociations *de facto*. Le représentant estimait que le Comité n'avait pas pour mandat de renégocier les dispositions inscrites à l'Accord, ni d'élargir ses prescriptions en matière de notification, à moins que tous les Membres n'en conviennent par consensus.

10.28. Le représentant a rappelé que, lors des discussions tenues dans le cadre des réunions informelles, sa délégation avait déjà fait part de ses inquiétudes quant au processus et s'était à plusieurs reprises opposée clairement à la fusion ou au remaniement des prescriptions en matière de notification. Il a souligné que l'Inde n'avait pas changé sa position, pour plusieurs raisons.

10.29. Premièrement, l'Accord ne précisait aucun modèle pour les notifications, sauf un format indiqué à l'article 5. L'article 1:4 a) demandait seulement que la source de la publication soit notifiée au Comité. De même, l'article 8:2 b) prévoyait qu'un Membre devait informer le Comité de tout changement apporté à ses lois et réglementations et à l'administration de ces lois et réglementations. Aucun format n'était imposé au titre des articles 1:4 a) ou 8:2 b). Ainsi, l'Accord offrait une certaine souplesse aux Membres en leur permettant de notifier leurs lois, leurs réglementations et leurs publications de la façon qu'ils jugeaient la plus appropriée. C'est ainsi que l'Accord avait été négocié, et les Membres ne devaient pas chercher à introduire de modèles qui passeraient outre les prescriptions simples de l'Accord. Le représentant a expliqué que l'introduction d'un modèle changerait l'essence même de l'Accord et le fait que tout modèle proposé serait appliqué à titre volontaire ou obligatoire n'y changeait rien, étant donné que l'essence de l'Accord s'en trouverait tout de même modifiée.

10.30. Deuxièmement, l'Inde estimait que le Comité avait déjà examiné la façon dont les notifications devaient être présentées et s'était prononcé à ce sujet en 1995. Le Comité avait déjà clarifié le processus en question et avait adopté une décision, distribuée dans le document G/LIC/3 relatif à la façon dont les notifications devaient être présentées. De même, le Secrétariat avait également publié un manuel de coopération technique en octobre 1996. Par la suite, en 2011, le Comité avait adopté quelques formulaires à titre volontaire, comme indiqué dans le document G/LIC/22, qui étaient alignés sur les prescriptions en matière de notification inscrites dans les articles de l'Accord correspondants. Ainsi, le représentant a avancé que le Comité avait déjà étudié et fixé toutes les prescriptions nécessaires pour remplir les obligations en matière de notification, et l'Inde estimait qu'il n'y avait pas besoin de les remanier. Si certaines délégations rencontraient toujours des difficultés, une manière plus efficace de répondre à leurs besoins serait de leur apporter une aide technique et de renforcer leurs capacités.

10.31. Le représentant a remarqué qu'une délégation avait auparavant proposé d'adopter un système électronique de présentation des notifications, et l'Inde soutenait cette suggestion. Elle pourrait même être mise à l'essai dans le cadre du système existant, comme indiqué dans le document G/LIC/22.

10.32. En réponse, le Président s'est dit en désaccord avec la suggestion selon laquelle une solution préconçue avait été imposée aux Membres. Il a souligné que le projet qui avait été examiné lors de la consultation informelle tenue en février avait en fait déjà été soumis aux Membres dans le cadre de plusieurs réunions informelles du Comité, raison pour laquelle le Président n'était pas d'accord avec l'interprétation de l'Inde à ce sujet. De plus, il ne pensait pas que les Membres tenaient des négociations *de facto*; les réunions informelles avaient simplement été organisées pour recueillir les observations des Membres point par point, comme il avait été clairement indiqué dans la note de convocation.

10.33. Le représentant de l'Inde a noté que ce qu'il avait déclaré à la présente réunion était l'opinion de sa délégation. Il a ensuite expliqué que les modèles distribués par le Secrétariat dans les documents RD/LIC/9 et RD/LIC/10 avaient cherché à ajouter de nouveaux éléments aux prescriptions existantes en matière de notification et avaient donc élargi les discussions au-delà de l'Accord sur les procédures de licences d'importation. Le représentant estimait qu'une discussion sur ces modèles revenait à renégocier les prescriptions en matière de notification inscrites à l'Accord, ce qui sortait du mandat du Comité.

10.34. Le représentant de l'État plurinational de Bolivie a remercié le Président pour les efforts qu'il avait déployés sur cette question depuis l'année précédente. Sa délégation s'associait aux observations partagées par l'Inde. Le représentant a remarqué qu'une initiative visant à améliorer la transparence ou le respect évoluerait lentement mais sûrement en une négociation sur de nouveaux engagements en termes de notification, ce qui était selon lui une mauvaise façon de procéder. La Bolivie estimait que le niveau de respect en matière de notification n'était pas nécessairement lié au format des notifications. Le représentant pensait que le renforcement des capacités serait la solution et constituerait une meilleure approche. Sa délégation ne soutenait pas le changement d'orientation proposé et n'allait pas suivre une telle décision; la Bolivie était une délégation de petite taille qui n'avait pas la capacité d'assister à toutes les réunions informelles. Le représentant considérait également qu'il y avait d'autres moyens d'améliorer les notifications dans le cadre de l'Organisation, comme les notifications électroniques et l'utilisation de moyens électroniques pour permettre aux pays de notifier de manière plus simple et plus directe, sans pour autant chercher à renforcer ou à ajouter des obligations qui n'existaient pas avec le format actuel.

10.35. Le représentant du Mali a remercié le Président pour les efforts qu'il avait déployés pendant son mandat, ainsi que le Secrétariat pour son excellent travail, dont les Membres avaient bénéficié pendant un certain nombre d'années. Le Mali souhaitait souligner l'importance des notifications, qui constituaient une obligation pour chaque Membre de cette Organisation. La délégation du représentant a noté, à grand regret, que les Membres n'avaient pas encore conçu de formule simple pour les notifications, d'autant que les petites délégations n'avaient pas les moyens d'assister à toutes les réunions de l'OMC. Le représentant a rappelé qu'une formule simplifiée aurait grandement profité au Mali et sa délégation souhaitait encourager tous les Membres à aller de l'avant en menant des consultations afin que le Comité puisse fixer des procédures de notification plus simples qui seraient ainsi dans l'intérêt de tous. Le Mali soutenait sans réserve ce processus de simplification et de renforcement de la transparence et a invité tous les pays à poursuivre cet objectif dans les meilleurs délais, voire dès la session suivante.

10.36. La représentante de l'Afrique du Sud a remercié le Président pour le rôle qu'il avait joué et pour son rapport. Elle a noté que l'Afrique du Sud avait soutenu le travail mené par le Secrétariat pour simplifier les notifications dans la mesure où ce travail n'entraînerait aucune charge supplémentaire inutile pour les Membres, et en gardant à l'esprit le fait que toute duplication et tout recoupement dans le processus de notification seraient supprimés. Elle a souligné que, fait plus important, les Membres ne devaient en aucun cas s'éloigner de leurs droits et de leurs obligations ou les altérer.

10.37. Le représentant de la République bolivarienne du Venezuela s'est associé aux autres délégations qui avaient évoqué la nécessité d'améliorer l'assistance technique et le renforcement des capacités.

10.38. En réponse, le Président a indiqué que, comme mentionné au début de la réunion, le Comité avait rassemblé 29 participants lors du premier atelier de l'OMC sur les notifications des licences d'importation, organisé par le Secrétariat à l'OMC cette semaine. Il s'agissait certainement d'un pas en avant en faveur de l'assistance technique et du renforcement des capacités pour les Membres.

10.39. Le représentant de la Suisse a indiqué qu'il soutenait sans réserve ce processus. Il a souligné que, si l'amélioration et la simplification des notifications n'étaient pas le seul moyen d'améliorer le respect au sein de ce comité, sa délégation ne voyait pas comment les discussions tenues dans ce cadre sur la simplification et la fusion des deux modèles pouvaient être perçues comme s'approchant d'une négociation ou d'un ajout d'éléments qui sortaient du mandat du présent comité.

10.40. Le représentant des États-Unis a déclaré qu'il avait écouté avec attention les interventions de l'Inde et des autres représentants qui avaient soutenu les observations de l'Inde. Toutefois, il n'arrivait pas à comprendre comment une discussion menée au sein du Comité sur les moyens de répondre aux obligations en matière de notification au titre de l'Accord constituait une renégociation de ces obligations. Il ne comprenait pas la logique sur ce point.

10.41. En réponse aux nombreuses opinions exprimées par les États-Unis, le représentant de l'Inde a déclaré que sa délégation avait expliqué à plusieurs reprises, lors de réunions informelles, que l'Accord offrait une certaine souplesse concernant les obligations en matière de notification. Il n'y avait qu'une seule disposition, inscrite à l'article 5, qui prévoyait un modèle, et que les Membres étaient tenus d'utiliser. S'agissant des autres dispositions, à savoir l'article 1:4 a) et l'article 8:2 b), elles ne fixaient aucune prescription semblable. Par ailleurs, ces deux articles ne demandaient pas de renseignements détaillés. L'article 1:4 a) prévoyait que les Membres ne devaient renseigner que la source de la publication sans donner d'autres détails. En parallèle, une copie de la publication devait être mise à la disposition du Secrétariat. De même, l'article 8:2 b) demandait aux Membres d'informer le Comité de toute modification apportée à leurs lois et règlements. L'article ne précisait pas comment les informations devaient être notifiées. Le représentant a expliqué qu'un Membre était libre de notifier de la façon qu'il jugeait la plus appropriée. Certains Membres voulaient que cette souplesse soit conservée, et cette opinion devait être respectée.

10.42. Le Comité a pris note du rapport du Président et des déclarations.

11 ÉLECTION DU BUREAU

11.1. Le Président a informé le Comité qu'en avril 2017, le Conseil du commerce des marchandises (CCM) avait nommé l'Ambassadeur Choi de Corée comme nouveau Président du CCM. Le Président du CCM avait consulté les Membres au sujet des présidents pour les organes subsidiaires du CCM, y compris le Comité des licences d'importation. À ce jour, le processus était encore en cours.

11.2. Le Président a proposé que le Secrétariat communique par fax le nom de la personne proposée pour présider le Comité des licences d'importation dès qu'un consensus sur la liste des noms aura été atteint. Si aucune objection n'était soulevée dans le délai indiqué dans le fax, la personne proposée serait réputée élue par acclamation par le Comité.¹

11.3. Le Comité en est ainsi convenu.

¹ M. Fawaz Almuballi (Arabie saoudite) a été nommé nouveau Président du Comité des licences d'importation par le CCM et le Secrétariat en a informé les Membres dans un fax daté du 11 mai. Le Comité l'a élu comme Président par acclamation le 12 mai 2017. Le Président a nommé M. Richard Emerson-Elliott (Australie) comme Vice-Président du Comité et la nomination a été présentée aux Membres pour examen dans un fax daté du 14 juin. Le Comité l'a élu en conséquence.

12 DATE DE LA PROCHAINE RÉUNION

12.1. Le Président a informé le Comité que la réunion formelle suivante aurait lieu en octobre, étant entendu que des réunions additionnelles pouvaient être tenues si nécessaire. Les Membres seraient informés suffisamment en avance de la date de la réunion formelle.

12.2. Le Comité a pris note de cette information.

12.3. Avant que la séance ne soit ajournée, le Président, en tant que Président sortant du Comité, a remercié les Membres et le Secrétariat pour leur soutien.
